

M. Lawrence: ... et surtout le coût élevé du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Si mes amis les députés tiennent à discuter des graves disparités qui existent dans certains de nos secteurs économiques, des disparités qui deviennent facilement apparentes dans les diverses régions comme dans les diverses catégories d'emploi, de toute évidence il leur appartient alors de le faire. Mais nos cultivateurs sont ceux qui aujourd'hui se trouvent le plus coincés dans l'engrenage inflationniste. Le coût de tous les éléments de production des cultivateurs—leur combustible, leur matériel, les investissements de capitaux, tous les frais d'entretien et d'exploitation, même le prix des aliments—a monté dans des proportions incroyables au cours des quelques dernières années. Cette hausse s'accélère depuis quelques mois. Même le prix «à la ferme»—et par là j'entends le prix de vente du producteur primaire du produit brut, frais et non conditionné—a augmenté. L'agriculteur, pris dans cet engrenage qui tourne de plus en plus vite, ne réussit jamais tout à fait à reprendre pied.

Mais il n'est pas le seul. Le pêcheur, le petit fabricant, le détaillant, les travailleurs du secteur tertiaire—tout le monde est pris dans cet engrenage à mouvement accéléré, et plus quelqu'un tente de gagner la course, plus tôt il constate que son rêve d'une vie plus confortable et d'une entreprise plus rentable lui échappe constamment. Bien loin en arrière, n'ayant aucun moyen ni aucune possibilité de se rattraper, et pris dans cet engrenage qui se referme sur eux, comme sur tous les autres, il y a les gens à revenus fixes, les pensionnés, les travailleurs pauvres, comme on les appelle. Il faudra sûrement venir à bout d'une pareille situation avant qu'elle ne crée d'autres disparités injustes.

Dans ce contexte et évidemment parce qu'il ne voulait pas ou qu'il ne pouvait pas agir de façon positive il y a deux mois au moment où les conditions étaient légèrement meilleures qu'elles ne le sont présentement, l'actuel gouvernement a créé le Comité sur les tendances des prix de l'alimentation. Nous du parti conservateur avons alors dit que c'était là une mesure injuste et discriminatoire, que le gouvernement s'attachait à une seule industrie extrêmement complexe à des fins de publicité et d'enquête à un moment où de façon évidente s'élevait l'indice global des prix à la consommation, et non pas seulement l'indice des prix de l'alimentation. Nous avons dit qu'il fallait une action gouvernementale et non une enquête parlementaire. Nous avons dit à l'époque que nous étions en présence d'un gouvernement cynique qui différerait des mesures urgentes, et nous avions raison.

C'est pourquoi nous du parti conservateur désirons nous désolidariser du premier rapport provisoire du comité d'enquête sur les tendances des prix de l'alimentation. Le rapport devrait s'attacher au problème global de l'inflation, dont les prix des aliments ne constituent qu'une partie. En recommandant principalement l'établissement d'une commission de révision des prix de l'alimentation inoffensive, maladroite et obscure, les membres libéraux et néo-démocrates du comité n'affrontent certainement pas, à notre avis, les réalités de la vie d'aujourd'hui au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Une telle commission ne peut que se révéler irréaliste et encombrante et onéreuse sur le plan administratif. Mais ce qui est plus grave, il est irréaliste et

Prix de l'alimentation

injuste de ne s'occuper que des prix de l'alimentation quand le problème fondamental qu'affronte le Canada réside dans les dépenses élevées du gouvernement et la hausse des prix dans tous les secteurs de l'économie.

A mon avis, il pourrait être intéressant pour la Chambre, tout particulièrement pour les députés qui vocifèrent à ma gauche, d'apprendre comment le NPD a été dupé. La représentante de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis)—et je suis heureux de constater qu'elle est à la Chambre ce soir—s'est présentée à ce comité avec une idée préconçue de ce qu'elle voulait. Je ne lui en veux pas pour cela. Elle voulait, et elle a toujours voulu, une commission de révision des prix des aliments.

Mme MacInnis (Vancouver Kingsway): Et notre parti aussi.

M. Lawrence: Cependant, le président libéral—et je suis heureux de constater qu'il est présent ce soir—craignant évidemment l'inactivité de son propre gouvernement et le fait que cette inactivité commençait à se faire sentir, a proposé l'idée d'une commission de contrôle des prix des aliments—c'est ainsi qu'on l'appelait—qui ne posséderait pas de vrais pouvoirs, mais étudierait les prix des aliments, ferait rapport au ministre et s'occuperait de recueillir des données. Le piège était tendu. Le NPD a mordu à l'appât. Le marché était conclu, même si le NPD avait parlé d'une commission de révision des prix des aliments qui aurait le pouvoir d'enquêter, de prendre une décision, et d'annuler une augmentation des prix lorsqu'elle croyait qu'elle n'était pas justifiée. Tout a été abandonné. Nous avons une commission qui fait rapport au ministre et qui dépend du ministre en ce qui a trait aux fonds. Quelle indépendance! Ce n'est qu'un organisme consultatif; il ne prend aucune décision lui-même; il n'a pas le pouvoir d'ordonner à qui que ce soit de faire quoi que ce soit.

● (2040)

Quoi qu'il en soit, à mon avis, d'une part les pouvoirs demandés au début par le NPD seraient bien trop étendus pour un organisme pareil, et d'autre part ce qu'on nous propose ce n'est rien de plus qu'un pantin, sans autorité, du genre de la Commission des prix et des revenus de M. Young, créé pour faire semblant d'accomplir quelque chose mais qui ne servirait à rien. Par contre, on a réussi à rouler le NPD. Au fond, il s'agit d'une commission de contrôle, mais parce qu'on en a changé le nom le NPD a donné son accord, comme il semble devoir continuer à le faire ce soir.

Cette commission ne fera rien pour freiner la hausse des prix. Elle n'a aucun pouvoir. De fait, la recommandation est si vague, et la réponse du ministre, selon laquelle une formule de révision sera annoncée avant la fin du mois, cadre si bien avec sa déclaration également ampoulée, qu'il n'est pas étonnant que ce gouvernement temporisateur et expert en faux-fuyants, soit d'accord avec le rapport tel qu'il nous est présenté ce soir. Les libéraux l'acceptent parce qu'il ne dit rien et, visiblement, le Nouveau parti démocratique l'accepte parce qu'il craint d'être en désaccord avec le libéraux.

Je veux seulement vous dire ceci, monsieur l'Orateur. Dernièrement, on a beaucoup parlé d'élections ici. Si le gouvernement recherche une occasion de se présenter devant le pays, la voici. C'est une occasion en or. Je le défie, pardi de le faire! Voyez comme tout s'arrangerait. Ils ont amadoué le Nouveau parti démocratique. Ils ont mis les créditistes sous leurs ailes. S'ils cherchent une question